

Délibération**N° 94 - 2022**

Projet de territoire
Motion de soutien à l'action publique dans les territoires

Nombre de conseillers
en exercice : 73

Présents : 48

Pouvoirs : 13

Votants pour : 61

Votants contre : -

Abstentions : -

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
ISERE

L'an deux mil vingt-deux, le 13 juillet, le conseil communautaire dûment convoqué, s'est réuni sur la commune de Saint-Chef, sous la présidence de monsieur Jean-Yves Brenier,

Date de la convocation : 7 juillet 2022

Présents : Elisabeth Guyot (supp, à distance), Aurélien Blanc, Sylvie Bogas, Myriam Boiteux, Alexandre Bolleau, Micheline Salaun (supp), Jean-Yves Brenier, Lucette Brissaud (à distance), Bernard Castilla, Rémi Chatelat, Nora Chebbi, Alexandra Contamin, Christiane Drevet, Alexandre Drogoz (à distance), David Emeraud, Anne-Isabelle Erbs, Luc Fabrizio, Youri Garcia, Frédéric Gehin (à distance), Corinne Georges (à distance), Grégory Gibbons (à distance), Eric Gilbert, Christian Giroud (à distance), Frédéric Gonzalez (à distance), Sylvain Granger (à distance), Jérôme Grausi (à distance), Bernard Carrier Salvador Redon (supp), Azucena Hernandez, Bernard Jarlaud, Estelle Keller, Frédérique Luzet, Eric Morel (à distance), Alain Moyne Bressand, Tristan Pain, Nathalie Péju, Gilbert Pommet (à distance), Annie Pourtier, Joseph Quiles, Camille Regnier, Philippe Reynaud (à distance), Yvon Roller, Simone Salas, Jean-Louis Sbaffe (à distance), Francis Spitzner, Francis Surnon, Eric Térue, Joëlle Varcelice (à distance), Frédéric Vial

Pouvoirs :

Bernard Attavay donne pouvoir à Nathalie Péju
Maurice Belantan donne pouvoir à Francis Spitzner
Martine Bert donne pouvoir à Eric Morel
Dominique Desamy donne pouvoir à Camille Regnier
Christian Franzoi donne pouvoir à Jean-Yves Brenier
Nicole Genin donne pouvoir à Francis Spitzner
Annick Merle donne pouvoir à Rémi Chatelat
Léon-Paul Morgue donne pouvoir à Eric Térue
Marie-Lise Perrin donne pouvoir à Bernard Jarlaud
Didier Pilon donne pouvoir à Yvon Roller
Philippe Psaila donne pouvoir à Nora Chebbi
Jean-Yves Roux donne pouvoir à Eric Morel
Nicole Sitruk donne pouvoir à Myriam Boiteux

Le président de la République a annoncé, lors de sa campagne, sa volonté de demander un nouvel effort au bloc local en matière d'économies, annoncé à hauteur de 10 milliards d'euros.

Supporter un nouvel effort n'est pas sans conséquence pour le développement des territoires et l'organisation des services publics locaux.

Les élus de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné considèrent que les besoins de services de proximité exprimé par les Français lors des dernières élections et les besoins en matière de transitions nécessitent au contraire de faire davantage confiance aux territoires.

De plus, le bloc local reste un des premiers investisseurs publics, à hauteur de 50 milliards d'euros par an, représentant 60 % de la commande publique.

Communes et intercommunalités jouent, à ce titre, un rôle essentiel dans la croissance nationale et sont aux avant-postes pour réaliser les investissements nécessaires à la transition écologique et énergétique. Elles portent également le déploiement ou redéploiement des services de proximité qui impactent financièrement les dépenses de fonctionnement, mais qui par ailleurs sont indispensables à nos habitants.

Par ailleurs, les institutions du bloc local sont actuellement confrontées aux effets financiers de la crise internationale : remontée de l'inflation et des taux d'intérêt, hausse des coûts de l'énergie et des matières premières...générant des dépenses imprévues en pleine préparation budgétaire.

Nos territoires ruraux se développent et ont pleinement conscience des défis à relever, néanmoins sur nos territoires perdurent des zones blanches téléphoniques, sans réseaux Très Haut débit, sans solutions de mobilités, sans accès aux soins, sans logements adaptés, sans appui social, sans modes de garde....

Le bloc local pourra rester en appui de ses populations, par soucis d'égalité, si les moyens financiers de faire de l'action publique ne lui sont retirés unilatéralement.

Cette proposition d'effort budgétaire, annoncée sans réelle concertation, tout comme celle portant sur la suppression de la CVAE, interrogent directement les relations entre État et collectivités.

Au regard des enjeux de ce nouveau quinquennat, il devient indispensable d'interroger la complémentarité entre Etat et collectivités ainsi que la structuration de la fiscalité locale, et plus globalement celle du panier de ressources des collectivités.

**après délibération,
le conseil communautaire :**

ADOpte la présente motion.

Ainsi fait et délibéré,

La secrétaire de séance
Frédérique Luzet



Le président
Jean-Yves Brenier

